



Distribution :

AC/DEC/2014/1

Tous les fonctionnaires
All staff members

le 28 octobre 2014
28 October 2014

Commission d'arbitrage : Décision
Arbitration Commission: Decision

Sujet: Recours présenté à la Commission par Mme Dan LIN au nom de United Team

Subject: Appeal submitted by Ms. Dan LIN on behalf of the United Team

Recours reçu / *Appeal received:*

10 mars 2014 / 10 March 2014

Date de la décision / *Date of decision:*

28 octobre 2014 / 28 October 2014

Décision
Decision

La Commission d'arbitrage exprime ses regrets sincères pour le retard dans l'émission de cette décision. Bien que la décision avait été rédigée et diffusée plus tôt auprès de certains membres de la Commission d'arbitrage, la Commission n'a pas été en mesure d'adopter une décision dans les lignes directrices établies en l'absence d'un quorum. Dans l'intérêt de la justice, et considérant qu'à partir du 1er juillet 2014 au 24 août 2014, la Commission était sans un président qui pourrait recevoir des demandes d'arbitrage, la Commission a décidé que les questions qui peuvent avoir transpiré entre le 17 mai 2014 et la date de cette décision, le 28 octobre 2014, la Commission a décidé de prolonger le délai fixé par l'article 2 (e) des *Règles de procédure de la Commission d'arbitrage pour le Règlement de la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève*, le traitement des actes ou omissions qui constituent l'omission d'observer le *Règlement de la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève*, qui a eu lieu dans cette période de temps, comme si elles avaient eu lieu le 28 octobre 2014 (en d'autres termes, l'horloge pour le délai de 45 jours des actes ou omissions entre le 17 mai 2014 et le 28 octobre 2014 commence le 28 octobre 2014) en outre, la Commission d'arbitrage exprime sa frustration au sujet de sa décision sur la recevabilité de ce recours (AC/EL/2014/1) qui n'a pas été diffusée à tous les employés plus tôt malgré ses demandes répétées.

The Arbitration Commission expresses sincere regret for the extreme delay in issuing this decision. Although a decision had been drafted and circulated earlier among some members of the Arbitration Commission, the Commission was not in a position to adopt a decision within the established guidelines in the absence of a quorum. In the interest of justice, and considering that from 1 July 2014 to 24 August 2014, the Commission was without a President who could receive arbitration requests, the Commission has decided that for any matters which may have transpired between 17 May 2014 and the date of this decision, 28 October 2014, the Commission will extend the time limit fixed by Article 2(E) of the Rules of Procedure of the Arbitration Commission for the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva, treating any acts or omissions that constitute the alleged failure to observe the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva which occurred in this time period as if they had occurred on 28 October 2014. (In other words, the clock for the 45-day time limit for acts or omissions between 17 May 2014

and 28 October 2014 starts from 28 October 2014.) Furthermore, the Arbitration Commission expresses frustration that its decision on the receivability of this Appeal (AC/EL/2014/1) was not broadcast to all staff earlier despite repeated requests.

Recours n°1 : L'appelant déclare que l'élection d'un membre du Personnel au sein du Conseil de Coordination n'était pas valide. Après considération des éléments présentés, la Commission d'arbitrage décide que ce recours est rejeté, aux motifs suivants : Il est confirmé que le membre du Personnel concerné avait bien présenté sa démission du Collège des scrutateurs au préalable de sa nomination au sein du Conseil de Coordination. Le membre du Personnel était donc éligible selon le *Règlement de la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève*.

Appeal no. 1: The appellant declares that the election of a Staff member to the Coordinating Council is not valid. After consideration of elements received by the appellant, the Arbitration Commission decides that the appeal is rejected on the following grounds: it is confirmed that the Staff member had resigned as an auditor before she became a candidate for the elections to the Coordinating Council. The Staff member was therefore eligible according to the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva.

Recours n°2 : L'appelant déclare que les membres du Personnel élus au sein du Conseil de Coordination ne peuvent être « détachés » de leur poste pour une durée supérieure à quatre années consécutives, en s'appuyant sur une résolution de l'Assemblée Générale A/RES/51/226. La Commission d'arbitrage se déclare incompétente car ce point n'est pas en lien avec le *Règlement de la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève*.

Appeal no. 2: Based on a General Assembly Resolution A/RES/51/226, the appellant declares that elected Staff members cannot be "released" from their post for more than four consecutive years. The Arbitration Commission declares itself incompetent as this Appeal is not directly related to the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva.

Recours n°3 : L'appelant déclare que le Collège des scrutateurs n'a pas établi un Règlement intérieur conformément aux dispositions de l'Article 3(3), Chapitre III du *Règlement de la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève*. La Commission d'arbitrage décide que ce recours est valable et par les présentes encourage vivement le Collège des scrutateurs actuel à entreprendre les démarches nécessaires visant à adopter un Règlement intérieur à ce groupement dès que possible et avant l'élection du Conseil de coordination prochaine en 2015.

Appeal no. 3: The appellant declares that the Polling Board has not adopted its rules of procedure as stipulated in Article 3(3), Chapter III of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva. The Arbitration Commission decides that the appeal is accepted and hereby strongly encourages the current Polling Board to undertake the necessary steps towards the adoption of rules of procedure as soon as possible and prior to the election of the next Coordinating Council in 2015.

Recours n°4 : L'appelant déclare que des Membres du Personnel avaient fait circuler des bulletins de vote avant les élections affectant ainsi le secret des scrutins (référence au Règlement du Personnel, Annexe I, Article 3). La Commission d'arbitrage décide que ce recours est rejeté, aux motifs suivants : Il est constaté que les Membres du Personnel ont fait circuler des messages émis au préalable par le Collège des scrutateurs à l'attention de tout le Personnel des Nations Unies et faisant mention de la procédure en relation au vote par anticipation. Alors que certains membres du personnel ont appelé à tort «votes électroniques», le Président du Collège des

Scrutateurs a confirmé qu'il n'y avait pas une telle chose comme le vote électronique et que le Collège des Scrutateurs a seulement traité et compté les bulletins de vote par correspondance qui ont été soumis au Collège des Scrutateurs conformément aux instructions spécifiques distribuées par le Collège des Scrutateurs.

Appeal no. 4: The appellant declares that some Staff members had circulated ballot papers ahead of the elections to the Coordinating Council, therefore compromising the secrecy of ballots (reference is made to Annex I, Article 3 of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva). The Arbitration Commission decides that the appeal is rejected on the following grounds: it appears that some Staff members had forwarded instructions that the Polling Board had previously addressed to all Staff members of the United Nations in Geneva, in relation to absentee voting. While some Staff members may have erroneously referred to "electronic votes," the Chair of the Polling Board has confirmed that there was no such thing as electronic votes and that the Polling Board only processed and counted absentee ballots which were submitted to the Polling Board in accordance with the specific instructions distributed by the Polling Board.

Recours n°5 : L'appelant déclare que les résultats des élections ont été dévoilés par le Collège des scrutateurs par anticipation au profit de certains candidats. La Commission d'arbitrage décide que ce recours est rejeté, aux motifs suivants : il est constaté que les résultats des élections ont été circulés comme il se doit à tout le Personnel des Nations Unies à Genève par l'intermédiaire d'un message officiel daté du 26 février 2014 qui a été distribué par e-mail le 27 février 2014.

Appeal no. 5: The appellant declares that results of the elections were announced by the Polling Board in advance to some but not all candidates. The Arbitration Commission decides that the appeal is rejected on the following grounds: results of the elections were circulated to all Staff members of the United Nations in Geneva, via a document dated 26 February 2014 which was distributed by e-mail broadcast on 27 February 2014.

Recours n°6 : L'appelant déclare que la première réunion du Conseil de Coordination a été tenue le 3 mars 2014 sans notification préalable et sans communication de l'ordre du jour provisoire au moins trois jours à l'avance. La Commission d'arbitrage décide que ce recours est rejeté, aux motifs suivants : le Collège des scrutateurs a bien informé tous les membres du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève de cette réunion dans les résultats des élections du 26 février 2014, résultats qui ont été distribués par l'intermédiaire d'un e-mail diffusé le 27 février 2014. Le Règlement n'exige pas que la notification de la première réunion soit séparée de l'annonce des résultats des élections. Bien que l'ordre du jour provisoire de la réunion aurait dû être distribué au moins trois jours à l'avance, l'ordre du jour de la première réunion de chaque Conseil de Coordination nouvellement élu est généralement le même année après année, composé de l'élection du président et du vice-président, du Bureau exécutif et du Secrétaire exécutif, tel que requis par le Règlement, et la réunion tenue le 3 mars 2014 n'a pas dévié de cela, car il n'y avait pas d'observations exceptionnelles à la première réunion. La Commission d'arbitrage constate que, dans l'avenir, afin d'assurer la conformité avec les exigences et les contraintes de temps précisées dans le Règlement, un ordre du jour provisoire pourrait être inclus dans la convocation à la première réunion de chaque Conseil de Coordination nouvellement élu.

Appeal no. 6: The appellant declares that the first meeting of the Coordinating Council was held on 3 March 2014, without valid notification and without communication of the provisional agenda at least three days in advance. The Arbitration Commission decides that the appeal is rejected on the following grounds: the Polling board did notify all Staff members of the United Nations in Geneva of this meeting in the election results dated 26 February 2014, which were distributed via an e-mail broadcast on 27 February 2014. The Regulations do not require that the notification regarding the first meeting be separate from the announcement of election results.

Although a provisional agenda for the meeting should have been distributed at least three days in advance, the agenda of the first meeting of each newly elected Coordinating Council is generally the same year after year, consisting of the election of the President and Vice-President, the Executive Bureau, and the Executive Secretary, as required by the Regulations, and the meeting held on 3 March 2014 did not deviate from this, as there were no exceptional matters of business in the first meeting. The Arbitration Commission notes that in the future, to ensure compliance with the requirements and timing constraints specified in the Regulations, perhaps a provisional agenda can be included in the convocation to the first meeting of each newly elected Coordinating Council.


À Genève, le 28 octobre 2014

Geneva, 28 October 2014

Signé / Signed



Jason MUNYAN
Président / President



Jiahong ZHANG
Membre / Member



Lilianne MAURANNE
Membre / Member